

Chères lectrices, chers lecteurs de la revue Défense

Les conflits récents, en particulier la guerre en Ukraine, la rivalité économique croissante entre la Chine et les États-Unis, ont brutalement rappelé aux puissances mondiales leur dépendance critique à l'égard de certaines ressources naturelles. Parmi celles-ci, les minerais dits « stratégiques » et les terres rares occupent une place centrale. Peu de nations peuvent aujourd'hui revendiquer une autonomie complète dans l'accès à ces ressources indispensables au développement économique, à la transition énergétique et à la puissance militaire. Cette réalité met en lumière une fragilité structurelle qui remet en question les fondements mêmes de la souveraineté contemporaine.

Longtemps, l'interdépendance économique a été perçue comme un facteur de stabilité mondiale. Le raisonnement, largement hérité d'une vision occidentale des relations internationales, reposait sur l'idée qu'un État aurait davantage à perdre en déclenchant un conflit qu'en poursuivant la voie du dialogue et du commerce. Cette doctrine, renforcée par le respect du droit international, semblait garantir une forme de paix par l'économie. Cependant, les événements récents — l'invasion de l'Ukraine en février 2022 ou encore la remise en cause de l'ordre

multilatéral par l'administration Trump — ont révélé les limites de cette approche. Le monde n'est plus régi par les mêmes certitudes et la recherche du rapport de forces sous différentes formes est réapparue dans la stratégie des États.

Dans ce contexte, la question des ressources devient centrale. Si les hydrocarbures et les céréales ont déjà joué un rôle géopolitique majeur dans l'histoire récente, les terres rares et les minerais stratégiques s'imposent aujourd'hui comme des leviers de puissance incontournables. Leurs présences dans les technologies de pointe, les équipements militaires ou encore les infrastructures énergétiques les rendent irremplaçables. Leur rareté, leur concentration géographique et leur contrôle par quelques États renforcent leur caractère stratégique. Ne pas anticiper une éventuelle pénurie, ou rester dépendant d'un fournisseur unique, expose à des pressions insupportables sur le long terme.

C'est dans cette optique que les alliances géopolitiques évoluent. L'accord du 30 avril 2025 entre les États-Unis et l'Ukraine, visant à garantir un accès privilégié à certaines ressources minières, illustre parfaitement cette nouvelle donne. Il en va de même des velléités américaines à l'égard du Groenland ou des vastes espaces

nord-canadiens. La maîtrise des ressources devient par ailleurs un enjeu de souveraineté, de puissance autant qu'un outil d'influence.

Dès lors, le pays qui saura sécuriser l'accès à ces matières premières ou développer des alternatives durables (recyclage, substitution, innovation technologique) pourra maintenir sa place dans l'économie mondiale. À l'inverse, les nations qui n'auront pas su anticiper cette bascule risquent d'être contraintes de se soumettre aux conditions imposées par ceux qui détiennent ces ressources. La souveraineté, hier politique et militaire, se redéfinit aujourd'hui à travers la capacité à maîtriser les chaînes d'approvisionnement en minerais stratégiques dans un monde où la rareté deviendra la norme.



**Général (2S)
François Chauvancy**

Rédacteur en chef
redacteurenchef.revuedefense@union-ihedn.org